

COLLOQUE PRÉSENCE MUSULMANE CANADA 2004

De l'éthique citoyenne aux défis d'une laïcité pluraliste

Le diagnostic de l'état de la justice dans le monde est plutôt morose, voire catastrophique. Les rapports d'Amnistie internationale, du PNUD, d'Attac, de Greenpeace et de CorpWatch, entre beaucoup d'autres, sont inquiétants. Par ailleurs, des religions sont prises à partie par des campagnes de dénigrement médiatique, au gré des attentats contre les civils et les lieux de culte. Des groupuscules radicaux attisent les divergences. On incite à la haine ; on nourrit la peur. Dans certaines contrées, on refuse même très officiellement de penser sereinement le religieux, avec un sens critique nécessaire, mais dans un vrai dialogue. Bref, le monde va mal ; nous en sommes témoins et responsables.

Au cœur de l'Occident, ce sentiment de responsabilité citoyenne est partagé par plus de groupes qu'on ne le croit. Ici, au Canada, notamment où les défis sociaux et politiques sont à la mesure du nombre croissant d'immigrants reçus et de citoyens naturalisés chaque année. La réflexion, particulièrement au Québec, est fort intense, ces derniers mois. En regard des différentes interprétations des modèles juridiques existants qui organisent le rapport de l'État aux religions, la question de la laïcité y est posée : une identité canadienne, une spécificité québécoise se recherchent des repères, en accord avec les grands principes du vivre-ensemble. Mais la réflexion n'est certes pas le monopole des institutions d'État ou des organismes affiliés. Les musulman(e)s sont du lot des citoyens ; ils souhaitent en faire l'exercice et contribuer, autant que faire se peut, à réfléchir sur les enjeux, les problèmes et les solutions, individuels et collectifs, des musulman(e)s dans ce pays, de leur avenir de leur société et de celui de ce dernier.

Cela dit, des questions plus précises se posent à nos consciences : que signifie notre citoyenneté ? N'est-elle donc qu'administrative ? Qu'implique-t-elle dans notre quotidien au regard des valeurs universelles que nous défendons ? Alors que la sécularisation de la société est constatée, quelle sorte de contribution les religions sont-elles en demeure de susciter dans leurs communautés respectives dans le sens d'un partenariat citoyen ouvert, non pas au-delà des identités et des différences, mais bien en inclusion de celles-ci ? Quelle place le non religieux doit-il occuper dans la pensée des religions qui s'engagent ? Quels rapports sont-elles appelées à entretenir dans l'espace public : avec la société civile, avec ses institutions et ses réseaux associatifs ? Comment faut-il, à la lumière de l'éthique citoyenne et d'une conscience critique, penser, voire repenser le multiculturalisme canadien et l'interculturalisme québécois ? Quelles analyses peut-on proposer aux phénomènes locaux et mondiaux d'islamophobie, de judéophobie, d'antisémitisme, de xénophobie, de racisme, etc. ?

Sous le thème « De l'éthique citoyenne aux défis d'une laïcité pluraliste », le colloque PMC sera le lieu propice où conférenciers et participants seront invités à réfléchir sur ces questions et à formuler des recommandations lors de la table ronde qui clôturera le colloque, et qui fera office de synthèse des travaux issus des six ateliers proposés en après-midi.